



### Suppressions de postes : bas les masques !

**Contact Presse**  
**Laurence GUILLERMOU**  
**Tél : 01.43.57.16.16**

**Fédération des Conseils  
de Parents d'Elèves  
des Ecoles Publiques**

**108-110 Av. Ledru-Rollin  
75544 PARIS Cedex 11  
Tél : 01.43.57.16.16**

**e-mail :  
[fcpecom@fcpe.asso.fr](mailto:fcpecom@fcpe.asso.fr)  
Site : [www.fcpe.asso.fr](http://www.fcpe.asso.fr)**

L'Education nationale va encore devoir payer un lourd tribut au dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite imposé par Nicolas Sarkozy depuis son élection. A la rentrée 2011, ce sont à nouveau 16 000 postes qui devront être supprimés dans l'Education nationale. Pour résoudre l'équation, le ministre a choisi sa ligne de conduite : « il n'y a pas de petites économies ». L'heure est au raclage de fons de tiroirs et au grignotage !

Le ministère prévoit ainsi explicitement d'augmenter le nombre d'élèves par classe. La règle idéologique des suppressions de postes va notamment obliger le ministre de l'Education nationale à avouer ce que son prédécesseur n'avait jamais reconnu : les suppressions de postes ne peuvent se faire sans dégradation notable des conditions d'accueil des élèves.

Dans le premier degré, contrairement aux engagements pris jusqu'à présent par le ministre, la suppression pure et simple des RASED est de nouveau à l'étude. Et pour gagner encore des postes, la scolarisation des moins de trois ans servira, une fois encore, de variable d'ajustement.

A partir de septembre 2011, chaque année 50 000 élèves supplémentaires frapperont à la porte des collèges, du fait du « baby-boom » des années 2000. Pourtant, les propositions ministérielles sont de surcharger encore davantage les effectifs des classes et de supprimer les itinéraires de découverte, seul dispositif interdisciplinaire permettant aux élèves de trouver du sens à l'empilement de disciplines sans lien apparent entre elles.

S'agissant des problèmes de remplacement - dont le ministre a reconnu qu'ils mettent à mal la continuité du service public - au lieu de rétablir les 3 000 postes d'enseignants remplaçants supprimés par Xavier Darcos, le ministère envisage plutôt le recours à des étudiants et des non titulaires sans formation sur les remplacements courts.

Face à la crise actuelle, le seul investissement possible, c'est l'éducation !

La FCPE appelle à une riposte commune du collectif « l'Education est notre avenir » contre ces mesures.